

Conseil régional

Arrêté n°2024-018 du 25 janvier 2024

portant composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR 1100819 « Bois de Vaires-sur-Marne »

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Vu la directive européenne n°92/43/CEE du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2023/238 de la Commission en date du 26 janvier 2023 arrêtant la seizième actualisation de la liste des Sites d'Importance Communautaire de la région biogéographique Atlantique ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-8 à R. 414-17 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n° 2022-1757 du 30 décembre 2022 relatif à la décentralisation de la gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres et modifiant certaines dispositions relatives à Natura 2000 ;

Vu l'arrêté ministériel DEVN0750970A du 13 avril 2007 portant désignation du site Natura 2000 « Bois de Vaires-sur-Marne » en zone de spéciale de conservation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD ENV 009 du 3 mars 2009 portant approbation du document d'objectif du site Natura 2000 Bois de Vaires-sur-Marne (zone spéciale de conservation ZSC 1100819) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018/DDT/SEPR/193 du 3 septembre 2018 fixant la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR 1100819 « Bois de Vaires-sur-Marne » ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectif du site Natura 2000 FR 1100819 Bois de Vaires-sur-Marne est composé comme suit :

1.1 Représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements :

- Le Président ou la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Conseil départemental de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Union des maires de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Les maires des communes de VAIRES-SUR-MARNE et POMPONNE ou leurs représentants ;

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN

Tel : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89

www.iledefrance.fr

- Le Président ou la Présidente de la Communauté d'agglomération Paris – Vallée de la Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Communauté d'agglomération Marne et Gondoire ou son représentant ;

1.2 Représentants de l'Etat et de ses services déconcentrés :

- Le Préfet ou la Préfète de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice régional et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice régional et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice départemental des territoires de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Chef ou la Cheffe du service départemental de Seine-et-Marne de l'Office français de la biodiversité ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice de l'agence interdépartementale de l'Office national des forêts ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice de l'Agence de l'eau Seine-Normandie ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice du Centre régional de la propriété forestière d'Île-de-France – Centre ou son représentant ;

1.3 Représentants des propriétaires et exploitants de biens ruraux compris dans le site :

- Le Président ou la Présidente du Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Syndicat départemental de la propriété agricole et rurale ou son représentant ;
- Le Président Directeur Général de la Société nationale des chemins de fer français ou son représentant ;

1.4 Représentants des organismes consulaires :

- Le Président ou la Présidente de la Chambre d'agriculture de région Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne ou son représentant ;

1.5 Représentants des organismes exerçant leur activité dans le domaine de la chasse, du sport et du tourisme :

- Le Président ou la Présidente de la Fédération de Seine-et-Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Fédération départementale des chasseurs de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Comité départemental de la randonnée pédestre de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Comité départemental olympique et sportif de Seine-et-Marne ou son représentant ;

1.6 Représentants des associations de protection de la nature :

- Le Président ou la Présidente de l'association France Nature Environnement Île-de-France ou son représentant ;
- Le Délégué ou la Déléguée d'Île-de-France de la Ligue pour la protection des oiseaux ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Office pour les insectes et leur environnement ou son représentant ;

1.7 Personnalités scientifiques qualifiées :

- Le Président ou la Présidente du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice du Conservatoire botanique national du Bassin parisien ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Agence régionale pour la biodiversité d'Île-de-France ou son représentant.
- Le Président ou la Présidente du Conservatoire d'espaces naturels d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le comité de pilotage peut décider d'entendre toute personne ou tout organisme dont les connaissances et l'expérience sont de nature à éclairer ses travaux.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut être contesté :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, dans les deux mois suivant sa publication sous forme électronique. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet. Ce rejet tacite peut lui-même être déféré au tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois.
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans les deux mois suivant sa publication sous forme électronique, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 :

La Présidente du conseil régional est chargée de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'ensemble des membres du comité de pilotage.



Valérie PECRESSE